


RAPPORT FINANCIER

SEMESTRIEL 2014





SOMMAIRE

- 1** **ATTESTATION** DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
 - 2** **RAPPORT** SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ
 - 5** **COMPTES** SEMESTRIELS INDIVIDUELS CONDENSÉS
 - 24** **RAPPORT** DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE
- 

Leader français de la bourse sur Internet, Bourse Direct intègre tous les métiers du courtage en ligne, de la transaction boursière aux services de back office et d'exécution.
L'action Bourse Direct (codes : FR0000074254, BSD) est cotée sur le compartiment C d'Euronext Paris.

1 ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



PARIS, LE 27 AOÛT 2014

En ma qualité de Président du Directoire de Bourse Direct, j'atteste qu'à ma connaissance, les comptes semestriels individuels condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Catherine Nini
Président du Directoire



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2014

(en M€)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Variations*
Produits d'exploitation bancaire	20,2	17,6	+15,1 %
Charges d'exploitation bancaire	-3,3	-2,7	
Produit Net Bancaire	16,9	14,9	+13,5 %
Charges d'exploitation	-13,4	-12,3	
Résultat d'exploitation	3,5	2,6	+34,5 %
Impôt sur les bénéfices	-1,2	-0,9	
Résultat net	2,3	1,7	+29,5 %

* Les variations sont calculées sur la base des données en EUR.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2014

L'indice CAC 40 s'inscrit en hausse de 2,9 % à l'issue du premier semestre 2014. Après un gain de près de 18 % en 2013, l'indice CAC 40 a connu un premier trimestre favorable pour clôturer à 4 391,50 points en hausse de 2,2 % par rapport au 31 décembre 2013 (4 295,95 points). Le marché a plutôt bien résisté à un ensemble de mauvaises nouvelles au premier trimestre 2014 notamment l'accélération de la dégradation de la situation dans certains pays émergents et les tensions grandissantes en Ukraine à compter de début mars. Le deuxième trimestre connaît un ralentissement des volumes traités sur les marchés et une baisse de la volatilité. Le marché clôture tout de même au 30 juin à un niveau de 4 422,84 en hausse de 2,9 % par rapport à la fin d'année 2013.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE BOURSE DIRECT AU 1^{ER} SEMESTRE 2014

Au cours du premier semestre 2014, Bourse Direct a enregistré une croissance soutenue de son activité.

Le nombre d'ordres exécutés s'établit à 2 177 772 en progression de 26,9 % par rapport à la même période en 2013. Ces données confirment la position de leader de Bourse Direct sur le marché de la bourse en ligne en France en nombre d'ordres exécutés. Les clients de Bourse Direct comptabilisent ainsi 4,2 ordres par compte par mois au cours de ce premier semestre 2014.

Avec 88 250 comptes au 30 juin 2014, Bourse Direct a poursuivi son rythme actif de recrutement d'une nouvelle clientèle enregistrant ainsi une croissance du recrutement de nouveaux clients de 20,1 % sur une année glissante.

Les produits d'exploitation bancaire de Bourse Direct s'établissent à 20,2 millions d'euros en hausse de 15,1 % par rapport à la même période en 2013 (17,6 millions d'euros).

Ainsi, le produit net bancaire s'élève à 16,9 millions d'euros contre 14,9 millions d'euros au premier semestre 2013 soit une hausse de 13,5 %.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2014

Un résultat d'exploitation en croissance de 34,5 %.

Les charges d'exploitation s'élevèrent à 13,4 millions d'euros contre 12,3 millions d'euros au premier semestre 2013.

Le résultat d'exploitation du premier semestre 2014 s'inscrit ainsi à 3,5 millions d'euros, contre 2,6 millions d'euros sur la même période en 2013 soit une hausse de 34,5 %.

Le résultat net est en hausse de 29,5 %.

La société enregistre un bénéfice net d'un montant de 2,3 millions d'euros au titre du premier semestre 2014, contre 1,7 million d'euros au premier semestre 2013.

STRUCTURE DE BILAN

Les capitaux propres de la société s'élevèrent à 51,1 millions d'euros au 30 juin 2014 et la société dispose d'une trésorerie propre d'un montant de 48,0 millions d'euros à cette date. La société n'a pas distribué de dividendes au titre de l'exercice 2013.

RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE À VENIR

Les marchés boursiers enregistrent de faibles volumes d'activité depuis la fin du premier trimestre 2014 avec une volatilité réduite. Les perspectives de résultat des entreprises européennes revues régulièrement à la baisse alors que les entreprises américaines semblent connaître un vrai rebond, les tensions géopolitiques internationales font peser de fortes incertitudes sur les marchés. Dans ce contexte, le second semestre s'annonce plus agité et volatil pour les marchés actions, dans un climat de tensions accrues.

La nature de ses métiers n'expose pas Bourse Direct au risque de liquidité.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXAMEN DES COMPTES

La société n'a pas connu d'événements importants depuis la date d'examen des comptes semestriels par le Directoire.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune nouvelle transaction avec des parties liées n'est intervenue au cours du premier semestre 2014.

PERSPECTIVES

Au premier semestre 2014, Bourse Direct a connu une croissance soutenue de ses principaux indicateurs d'activité (volume d'ordres, recrutement de nouveaux clients). De nouveaux outils sur la mobilité ont été mis à la disposition de la clientèle afin d'améliorer la qualité des services proposés. Des formations plus nombreuses seront proposées à la clientèle pour une bonne connaissance des marchés. Bourse Direct poursuivra ainsi son développement dans le cadre d'une offre innovante et toujours élargie.



**COMPTES SEMESTRIELS
INDIVIDUELS
CONDENSÉS**



COMPTE DE RÉSULTAT

(En euros)	Note	1 ^{er} semestre 2014	2013	1 ^{er} semestre 2013
Intérêts et produits assimilés		3 582 337	6 467 614	3 037 612
Intérêts et charges assimilées		-484 304	-891 523	-468 505
Revenus des titres à revenu variable		-	-	-
Commissions (produits)		15 632 974	27 464 099	14 017 552
Commissions (charges)		-2 869 709	-4 597 328	-2 243 404
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		398 067	418 591	188 235
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		630 350	603 317	347 776
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	13	16 889 716	29 464 770	14 879 266
Charges générales d'exploitation	14	-12 648 697	-22 769 136	-11 350 257
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		-752 258	-1 776 785	-922 418
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 488 761	4 918 850	2 606 591
Coût du risque	15	-159	-11 718	-13 246
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		3 488 601	4 907 131	2 593 345
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-	-
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		3 488 601	4 907 131	2 593 345
Résultat exceptionnel	16	-6 077	-65 692	-26 469
Impôt sur les bénéfices	17	-1 228 128	-1 418 264	-825 658
RÉSULTAT NET		2 254 396	3 423 175	1 741 218
Résultat net par action		0,04	0,06	0,03
Résultat net dilué par action		0,04	0,06	0,03

BILAN

ACTIF (En euros)	Note	30.06.2014	31.12.2013
Caisse, banques centrales, C.C.P.	3	-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3	432 584 168	407 085 105
Opérations avec la clientèle	10	28 791 891	11 157 623
Obligations et autres titres à revenu fixe			-
Actions et autres titres à revenu variable	4	121 382 147	93 107 104
Participations et autres titres détenus à long terme	5	1 069 488	1 069 175
Parts dans les entreprises liées		106 714	106 714
Immobilisations incorporelles	6	16 973 852	16 897 279
Immobilisations corporelles	7	1 594 059	1 548 478
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Comptes de négociation et de règlement	8	12 621 519	21 398 711
Autres actifs	9	3 322 190	197 815
Comptes de régularisation		1 184 362	1 113 092
TOTAL ACTIF		619 630 390	553 681 096

BILAN

PASSIF (En euros)	Note	30.06.2014	31.12.2013
Banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3	113 205 666	61 225 006
Opérations avec la clientèle	10	383 954 596	389 663 039
Dettes représentées par un titre	4	5 073 914	7 805 327
Autres passifs		25 205 660	24 647 536
Comptes de régularisation		1 350 799	612 038
Comptes de négociation et de règlement	8	25 274 816	6 469 339
Provisions	11	450 808	399 076
Dettes subordonnées	18.2	14 000 000	14 000 000
CAPITAUX PROPRES	12	51 114 131	48 859 735
Capital souscrit		13 988 846	13 988 846
Primes d'émission		23 126 593	23 126 593
Réserves		1 068 032	893 032
Report à nouveau		10 676 264	7 428 089
Résultat de l'exercice		2 254 396	3 423 175
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		619 630 390	553 681 096

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En euros)	1 ^{er} semestre 2014	2013	1 ^{er} semestre 2013
Résultat	2 254 396	3 423 175	1 741 218
+/- Amortissement net des immobilisations corporelles et incorporelles	752 258	1 776 785	922 418
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
+/- Dotations nettes aux provisions	51 732	96 841	33 480
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-	-
+/- Pertes nettes / gains nets des activités d'investissement	-	-	-
+/- (Produits) / Moins value de cession	-	-	-
+/- Autres mouvements	-	-	-
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt ou non liés à l'activité	803 990	1 873 626	955 898
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	29 980 598	-147 869 071	-22 959 695
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-23 342 710	91 566 551	-9 625 578
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-31 006 456	59 925 475	49 517 226
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs	26 708 121	-4 165 765	-17 076 216
= Diminution / (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	2 339 553	-542 809	-144 264
Gain / (perte) de change	-	-	-
TOTAL DES FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (A)	5 397 939	4 753 991	2 552 853
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-1 069 175	-1 069 175
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 898 939	-2 221 816	-800 678
TOTAL DES FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-1 898 939	-3 290 991	-1 869 853
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-	-	-
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-	-	-
TOTAL DES FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	-	-	-
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	3 499 000	1 463 000	683 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	46 133 000	44 670 000	44 670 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	49 632 000	46 133 000	45 353 000
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE	3 499 000	1 463 000	683 000

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En euros)	31 Décembre 2012	Affectation résultat 2012	Dividende versé	Résultat de la période	30 Juin 2013
Capital social	13 988 846	-	-	-	13 988 846
Prime d'émission	23 126 593	-	-	-	23 126 593
Réserves	733 032	160 000	-	-	893 032
Report à nouveau	4 471 612	2 956 477	-	-	7 428 089
Résultat de l'exercice	3 116 477	-3 116 477	-	1 741 218	1 741 218
Total	45 436 560	-	-	1 741 218	47 177 778

(En euros)	31 Décembre 2013	Affectation résultat 2013	Dividende versé	Résultat de la période	30 Juin 2014
Capital social	13 988 846	-	-	-	13 988 846
Prime d'émission	23 126 593	-	-	-	23 126 593
Réserves	893 032	175 000	-	-	1 068 032
Report à nouveau	7 428 089	3 248 175	-	-	10 676 264
Résultat de la période	3 423 175	-3 423 175	-	2 254 396	2 254 396
Total	48 859 735	-	-	2 254 396	51 114 131

11 ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels condensés arrêtés au 30 juin 2014 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France qui sont principalement ceux décrits ci-dessous. La société présente ses états de synthèse sous le format requis pour les Entreprises d'Investissement (EI).

1.1 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

Les titres sont classés en fonction de :

- **leur nature** : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable,
- **leur portefeuille de destination** : transaction, placement, investissement correspondant à l'objet économique de leur détention.

Chaque catégorie de portefeuille suit la règle d'évaluation suivante :

- **titres de transaction** : ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente à brève échéance et dans un délai maximal de six mois. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et des pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés dans le cadre de cession des titres, est porté au compte de résultat.
- **titres de placement** : ce sont les titres qui sont acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement. Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les obligations et autres titres à revenu fixe sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées en compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés.

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas de titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres. Le calcul tient compte le cas échéant des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

- **titres d'investissement** : il s'agit de titres à revenu fixe que Bourse Direct a l'intention de détenir de façon durable et pour lesquels la société dispose de moyens lui permettant :
 - soit de se protéger de façon permanente contre une dépréciation des titres due aux variations de taux d'intérêt au moyen d'une couverture par des instruments financiers à terme de taux d'intérêt,
 - soit de conserver effectivement les titres durablement par l'obtention de ressources, incluant les fonds propres disponibles globalement adossées et affectées au financement de ces titres.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

1.2 EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES

Ce poste comprend les bons du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, dès lors qu'ils sont éligibles aux interventions de la banque centrale du ou des pays où se trouve implanté l'établissement.

La valeur d'inventaire est déterminée par rapport au cours de ces bons, le jour de la clôture de l'exercice.

1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur la clientèle comportent les créances vis-à-vis de sociétés liées ainsi que les créances de la clientèle. Ces créances sont enregistrées à leur valeur nominale après déduction des provisions économiquement nécessaires à la clôture de l'exercice.

La société applique le règlement CRC 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit et distingue comptablement les encours sains des encours douteux ; lorsqu'un passage en perte est envisagé, du fait de la forte dégradation des perspectives de recouvrement, les encours douteux sont considérés comme compromis et identifiés en tant que tels.

1.4 ACTIONS PROPRES

La société ne détient aucun de ses propres titres au 30 juin 2014, et n'en a pas possédé au cours du premier semestre 2014.

1.5 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Il s'agit de titres ou de parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Les titres et parts sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais d'acquisition. Sur une base semestrielle, une analyse multicritères est effectuée ; ses principaux paramètres sont les perspectives de rentabilité et la quote-part de la société dans la situation nette. Sur la base de cette analyse, ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur d'inventaire.

1.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont dépréciées selon les critères suivants :

- les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans.
- les marques ne sont pas amorties.

Les fonds de commerce sont enregistrés à leur coût d'acquisition incluant les frais d'acquisition. Sur une base semestrielle, le fonds de commerce de la société fait l'objet d'une évaluation de sa valeur d'utilité basée sur une méthode multicritères. Une provision pour dépréciation est enregistrée lorsque la valeur de marché calculée est inférieure à la valeur nette comptable du fonds de commerce.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix de revient, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié et fait l'objet d'un cahier des charges précis. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excédant pas 3 ans.

1.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité, ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur. Ces durées sont principalement les suivantes :

	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

1.8 AUTRES ACTIFS

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des provisions et des amortissements économiquement nécessaires.

1.9 COMPTES DE NÉGOCIATION ET DE RÈGLEMENT

Ce poste recouvre les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées. Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date de négociation, les titres sont dans l'intervalle, inscrits au hors bilan.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

1.10 PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges, conformément aux prescriptions du Règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable, sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent certains.

1.11 INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés de la société sont évalués en application de la méthode préférentielle. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite. Les hypothèses actuarielles retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

- **Taux d'escompte** : 3,0 %
- **Taux de mortalité** : TH/TF 2000-2002
- **Inflation** : 2,0 %
- **Taux de rotation** : de 50 % à 0 % de 20 ans à 60 ans et plus
- **Évolution future des salaires** : de 2,5 % à 2 % de 25 ans à 60 ans et plus
- **Charges patronales** : 53,0 %

Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré au passif du bilan dans le poste des provisions pour charges.

1.12 RECONNAISSANCE DES REVENUS

Les revenus d'exploitation bancaires regroupés sous la rubrique « Commissions - Produits » sont essentiellement constitués par :

- les commissions et courtages,
- les revenus du SRD et du ROR,
- les droits de garde,
- les autres services offerts à la clientèle.

Ils sont reconnus sur la base du relevé des opérations de la période écoulée fourni par l'ensemble des intermédiaires négociateurs et teneurs de comptes.

Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique « Commissions - Charges ».

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- les rémunérations de comptes clients,
- les produits d'activités annexes,
- les autres produits financiers.

1.13 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'entreprise.

1.14 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle.

Au 30 juin 2014, il n'existe aucun élément dilutif.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Par rapport aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la société n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables.

3. CAISSE, CRÉANCES ET DETTES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En euros)	Créances		Dettes	
	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2014	31.12.2013
Caisse	-	-	-	-
Comptes ordinaires à vue	74 131 056	69 921 333	4 186 480	8 021 510
Créances et dettes à terme	358 453 112	337 163 772	109 019 186	53 203 496
TOTAL	432 584 168	407 085 105	113 205 666	61 225 006

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes rémunérés, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

Au 30 juin 2014, le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle est présenté sous la rubrique « créances sur des sociétés liées » dans les autres actifs (cf. note 9). Ce dépôt de garantie représente un montant de € 2 073 032 au 31 décembre 2013.

Les dettes à terme d'un montant de € 109 019 186 sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances sont mobilisables à tout moment ; les dettes ont une échéance inférieure à un an.

4. ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE ET DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE

Au 30 juin 2014, le poste des « Actions et autres titres à revenu variable » est composé de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2014	31.12.2013
Titres de transaction	121 382 147	93 107 104	5 073 914	7 805 327
TOTAL	121 382 147	93 107 104	5 073 914	7 805 327

Les titres de transaction sont détenus dans le cadre de l'activité à règlement différé des clients de Bourse Direct. Au 30 juin 2014, ce poste présente de façon décompensée les opérations selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

5. PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Au cours du premier semestre 2013, Bourse Direct a participé à l'opération de restructuration du capital de la société EASDAQ, actionnaire unique de la plateforme Equiduct.

Au 30 juin 2014, Bourse Direct détient 9,51 % du capital de la société EASDAQ, pour un investissement total de € 1 069 488.

Au 30 juin 2014, cette participation a fait l'objet d'une évaluation multicritères visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable ; cette méthode comprend comme critères principaux une analyse de cash flow actualisés basée sur les prévisions de la société.

Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash flow et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

- **Taux d'actualisation** : 7,4 %
- **Durée de l'actualisation** : 5 ans
- **Taux de croissance à long terme** : 2 %
- **Taux de croissance de l'activité** : selon le budget entériné par la société.

Le taux d'actualisation est appliqué sur le résultat après impôt.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation des deux premières hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 30 juin 2014.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La variation des immobilisations incorporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 1.6, et des amortissements correspondants se présente comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2013	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30.06.2014
Marques et brevets	92 994	-	-	92 994
Logiciels	13 867 210	876 530	-	14 743 740
Fonds de commerce	13 571 810	-	-	13 571 810
Immobilisations incorporelles en cours	1 949 703	582 587	876 531	1 655 759
TOTAL	29 481 717	1 459 117	876 531	30 064 303

(En euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements et dépréciations cumulés au 30.06.2014
Marques et brevets	76 225	-	-	76 225
Logiciels	12 508 213	506 015	-	13 014 228
Fonds de commerce	-	-	-	-
TOTAL	12 584 438	506 015	-	13 090 453

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 30.06.2014	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2013
Marques et brevets	16 769	16 769
Logiciels	1 729 512	1 358 997
Fonds de commerce	13 571 810	13 571 810
Immobilisations en cours	1 655 761	1 949 703
TOTAL	16 973 852	16 897 279

Le poste des « Fonds de commerce » comprend les fonds de commerce acquis ou intégrés par Bourse Direct lors d'opérations de croissance externe. Cette clientèle est toujours exploitée par la société au travers de ses différentes marques.

Sur une base semestrielle, le fonds de commerce fait l'objet d'une étude multicritères visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable ; cette méthode comprend comme critères principaux une analyse de cash flow actualisés ainsi que d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash flow et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

- **Taux d'actualisation** : 7,4 %
- **Durée d'actualisation** : 5 ans
- **Taux de croissance à long terme** : 2 %
- **Taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés** : entre 12 % et 2 % selon l'échéance.

Le taux d'actualisation est appliqué sur le résultat après impôt.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation des deux premières hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la troisième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Les immobilisations en cours comprennent principalement des logiciels et développements informatiques en cours de réalisation par la société.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 1.7, et des amortissements correspondants se présente comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2013	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30.06.2014
Agencements, installations	1 033 842			1 033 842
Matériel de transport	10 011	-	-	10 011
Matériel de bureau informatique	4 838 145	206 040	-	5 044 185
Mobilier	133 053	-	-	133 053
Immobilisations corporelles en cours	107 493	85 784		193 277
TOTAL	6 122 544	291 824	-	6 414 368

(En euros)	Amortissements cumulés au 31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements cumulés au 30.06.2014
Agencements, installations	559 017	44 226	-	603 243
Matériel de transport	10 011	-	-	10 011
Matériel de bureau informatique	3 874 238	201 524	-	4 075 762
Mobilier	130 800	493	-	131 293
TOTAL	4 574 066	246 243	-	4 820 309

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 30.06.2014	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2013
Agencements, installations	430 599	474 825
Matériel de transport	-	-
Matériel de bureau informatique	968 424	963 907
Mobilier	1 759	2 253
Immobilisations corporelles en cours	193 277	107 493
TOTAL	1 594 059	1 548 478

8. COMPTES DE NÉGOCIATION ET DE RÈGLEMENT

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de négociation et règlement	12 621 519	21 398 711	25 274 816	6 469 339
TOTAL	12 621 519	21 398 711	25 274 816	6 469 339

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.

9. AUTRES ACTIFS

Ils s'analysent comme suit :

(En euros)	30.06.2014	31.12.2013
Immobilisations financières	121 846	121 846
Personnel	9 778	2 340
État et organismes sociaux	1 579	53 443
Débiteurs divers	25 910	20 186
Créances sur des sociétés liées	3 163 077	-
TOTAL	3 322 190	197 815

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous à échéance de moins d'un an. Au 30 juin 2014, les créances sur des sociétés liées représentent le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle. Ces créances sont présentées au 30 juin 2014 sous la rubrique « autres actifs » ; elles étaient auparavant présentées sous la rubrique « comptes ordinaires à vue » des créances sur les établissements de crédit (cf. note 3). Ce dépôt de garantie représente un montant de € 2 073 032 au 31 décembre 2013.

10. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En euros)	30.06.2014	31.12.2013
Actifs		
Créances sur des sociétés liées	22 061 707	5 688 559
Créances clients	7 335 384	6 074 105
Dépréciation de créances douteuses	-605 200	-605 041
TOTAL	28 791 891	11 157 623
Passif		
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	199 047	298 532
Clients de la société de bourse	45 329	153 364
Avoirs de la clientèle	383 710 220	389 211 143
TOTAL	383 954 596	389 663 039

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an au 30 juin 2014. Ces créances à plus d'un an sont considérées comme douteuses et font l'objet d'une provision à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 15).

Ce poste comprend également une somme de 219 960 euros de créances douteuses compromises pour lesquelles la société bénéficie d'une clause de retour à meilleure fortune.

Ce poste comprend également une créance litigieuse sur un client de la société ; Bourse Direct n'encourt aucun risque sur cette créance, celle-ci ayant fait l'objet d'une garantie par sa maison-mère.

11. PROVISIONS

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice 2014	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant au 30-juin-14
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions :					
- liées au personnel	17 000	-	-	-	17 000
- litiges clients et autres	28 300	-	-	-	28 300
Provisions pour impôts	-	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL DES PROVISIONS	45 300	-	-	-	45 300
Provision pour indemnité de départ à la retraite	353 776	51 732	-	-	405 508
TOTAL	399 076	51 732	-	-	450 808

12. CAPITAUX PROPRES ET PLANS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS

12.1 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 55 955 383 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune.

(En euros)	31 Décembre 2013	Affectation résultat 2013	Dividende versé	Résultat de la période	30 Juin 2014
Capital social	13 988 846	-	-	-	13 988 846
Prime d'émission	23 126 593	-	-	-	23 126 593
Réserves	893 032	175 000	-	-	1 068 032
Report à nouveau	7 428 089	3 248 175	-	-	10 676 264
Résultat de la période	3 423 175	-3 423 175	-	2 254 396	2 254 396
Total	48 859 735	-	-	2 254 396	51 114 131

Affectation du résultat 2013

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 7 mai 2014, le résultat de l'exercice 2013 a été affecté de la sorte :

Dotation à la réserve légale	175 000,00 euros
Report à nouveau	3 248 174,73 euros
	<u>3 423 174,73 euros</u>

Capital social

Le capital social est resté inchangé au cours du premier semestre 2014.

12.2 PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Au 30 juin 2014, il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

12.3 ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2014, Bourse Direct ne détient aucun de ses propres titres, et n'en a pas possédés au cours de l'exercice 2014.

13. PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire de la société s'établit à € 16 889 716 au premier semestre 2014, à comparer à € 14 879 266 en 2013, soit une hausse de 13,5 %. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- des produits de commission en hausse par rapport au premier semestre 2013 et qui s'établissent à € 15 632 974 au premier semestre 2014, contre € 14 017 552 en 2013,
- des frais d'exécutions des transactions pour un montant de € 2 869 709 en 2014 (€ 2 243 404 en 2013)

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes.

14. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Rémunération du personnel	2 989 638	2 686 558
Charges sociales	1 452 726	1 342 672
Impôts et taxes	662 976	646 678
Autres services techniques	3 798 993	3 273 071
Honoraires et frais annexes	1 309 815	828 389
Publicité, publications et relations publiques	922 449	1 158 990
Participation des salariés	128 644	90 731
Frais postaux et de télécommunication	414 677	308 538
Autres charges d'exploitation	968 779	1 014 630
TOTAL	12 648 697	11 350 257

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de € 4 442 364 en 2014, contre € 4 029 230 en 2013.

15. COÛT DU RISQUE

Ce poste d'un montant de € -159 au premier semestre 2014, contre € -13 246 en 2013 est principalement constitué de provisions pour dépréciation de créances de clients.

16. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et charges exceptionnels comprennent les éléments suivants :

(En euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Autres charges et produits exceptionnels	-6 077	-26 469
TOTAL	-6 077	-26 469

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Bourse Direct constate au titre du premier semestre 2014, une charge d'impôt de € 1 228 128.

18. AUTRES INFORMATIONS

18.1 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

(En euros)	30.06.2014	31.12.2013
Engagements donnés		
Titres en conservation	1 796 675 246	1 503 527 218
Titres à livrer	117 384 852	89 781 941
Garantie à 1 ^{ère} demande donnée	-	-
Autres engagements donnés	-	-
TOTAL	1 914 060 098	1 593 309 159
Engagements reçus		
Titres à recevoir	113 872 518	60 616 639
Découvert autorisé des banques	-	-
Caution reçue sur découvert autorisé	-	-
Caution reçue sur garantie à 1 ^{ère} demande	-	-
Autres garanties reçues de la clientèle	4 754 000	4 754 000
Autres engagements reçus	-	-
TOTAL	118 626 518	65 370 639

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société.

18.2 ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF RELATIFS À DES ENTREPRISES LIÉES

(En euros)	Opération avec la clientèle (actif)	Opération avec la clientèle (passif)	Emprunt subordonné
E-VIEL	4 397		14 000 000
VIEL & Cie	17 981 682	-	-
Autres Sociétés liées	4 075 628	199 047	-

(En euros)	Autres Actifs	Autres Passifs
Autres Sociétés liées	3 163 077	-

Au cours de l'exercice 2012, la société E-VIEL, actionnaire majoritaire de Bourse Direct, a consenti à la société un prêt subordonné d'un montant de € 14 000 000. Ce prêt, dont les conditions d'octroi et de remboursement répondent aux caractéristiques définies par le règlement 90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux fonds propres est assimilable à des fonds propres prudentiels. Il est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 3,80 % ; consenti pour une durée indéterminée, il ne peut être remboursé qu'à l'initiative de l'emprunteur après accord du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Au cours du premier semestre 2013, une gestion de la trésorerie centralisée a été mise en place entre Bourse Direct et sa société mère indirecte, VIEL & Cie. Cette gestion de trésorerie centralisée a pour objectif d'assurer une gestion optimale de la trésorerie au sein du Groupe. Cette convention vise ainsi à améliorer les performances de la gestion de la trésorerie de la société dans le respect de ses obligations prudentielles.

18.3 RISQUES POTENTIELS

Bourse Direct opère dans le secteur financier et fait l'objet d'une surveillance par les autorités de régulation prudentielle et de marché. Ainsi, des contrôles, pouvant déboucher sur des procédures, sont régulièrement diligentés au sein de la société dans le cadre de cette surveillance.

19. CONSOLIDATION DE BOURSE DIRECT

Bourse Direct ne contrôle aucune filiale et n'établit par conséquent pas de comptes consolidés.

La société est par ailleurs intégrée dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 253, Boulevard Pereire, 75017 Paris, et dont la maison-mère est Viel et Compagnie - Finance, 23 Place Vendôme, 75001 PARIS.



RAPPORT
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE



RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Bourse Direct, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 25 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT / Manuel Le Roux

ERNST & YOUNG Audit / Marc Charles



253 boulevard Pereire - 75852 Paris Cedex 17

S.A. au capital de 13 988 845,75 € - R.C.S. Paris B 408 790 608 - Groupe VIEL & Cie